

# Comment empêcher les valseurs de valser

LE MONDE | 12.09.2014 à 20h13 • Mis à jour le 13.09.2014 à 10h26 |

Par Pierre Briançon (éditeur Europe de Reuters Breakingviews)



Le monde des affaires ne se cache plus pour influencer sur les décisions politiques comme le référendum sur l'Ecosse. | REUTERS/TOBY MELVILLE

Des banques britanniques envisagent de déménager si l'Ecosse choisit l'indépendance. De grands groupes américains achètent des concurrents européens et en profitent pour déménager leur siège social, afin de bénéficier d'une fiscalité plus clémente.

Des multinationales qui opèrent de longue date en Europe font valser les profits grâce à leurs comptes créatifs à l'imagination inépuisable, dans le seul but d'aller payer en Irlande des impôts riquiqui sur des bénéfices qui ont rétréci à chaque passage de frontière. Des banquiers inventent des systèmes de rémunération qui leur permettront de contourner l'encadrement de leurs bonus par l'Union européenne.

Spectateurs impuissants de cette ronde permanente, les gouvernements tonnent et menacent, mais s'en tiennent là, dépourvus qu'ils sont des moyens d'empêcher les valseurs de valser.

## ARTISSEMENTS APOCALYPTIQUES

On ne découvre pas aujourd'hui que la force de frappe économique et financière des géants du monde des affaires s'accompagne d'une influence politique qui pèse sur le cours des démocraties. La nouveauté du moment

est que ce qui était caché devient patent, et que la puissance n'éprouve plus le besoin de se draper dans les habits d'une quelconque retenue.

Au Royaume-Uni, les représentants du monde des affaires se sont lancés dans une campagne coordonnée, à moins d'une semaine du vote sur l'indépendance de l'Ecosse, pour en faire pencher le résultat du côté du non. Nombre de leurs arguments méritent qu'on s'y arrête, mais ce n'est pas la question. Le déluge d'avertissements apocalyptiques sur les conséquences d'une sécession et les menaces – arrêt des investissements, transfert de siège social pour les banques – ont en premier lieu un objectif électoral.

**L'éclairage : [Pourquoi la Royal Bank of Scotland envisage de déménager en Angleterre \(/les-decodeurs/article/2014/09/12/pourquoi-la-royal-bank-of-scotland-envisage-de-demenager-en-angleterre\\_4486504\\_4355770.html\)](http://les-decodeurs/article/2014/09/12/pourquoi-la-royal-bank-of-scotland-envisage-de-demenager-en-angleterre_4486504_4355770.html)**

A supposer que le oui l'emporte, il faudra ensuite au moins un an et demi de négociations entre Londres et Edimbourg pour que la sécession soit effective. Les prophètes d'apocalypse pouvaient bien attendre de voir le tour que prendraient alors les discussions.

La pratique de la chasse à l'Etat qui taxera le moins est aussi un symptôme de cette marginalisation des détenteurs de la légitimité politique. Il y a la pratique des Apple ou Google qui, par jeux de transfert d'un pays à l'autre, minorent les profits réalisés dans les pays européens les plus exigeants en matière d'impôt. Il y a la nouvelle habitude des grands groupes américains dite de « *l'inversion* », qui consiste à fusionner avec une entreprise – souvent plus petite – basée en Europe, et à y domicilier leur siège, sans que la réalité opérationnelle change pour autant.

Ajoutons les banques qui se jouent des blocus, les industriels qui contournent les embargos, ou les investisseurs internationaux qui choisissent leurs tribunaux – comme on l'a vu récemment dans le cas des créanciers de l'Argentine. La montée du pouvoir des uns est symétrique au déclin de celui des autres – les Etats, à la tête desquels des gouvernements pusillanimes rendus myopes par la crise se chamaillent les uns les autres et en rajoutent dans les courbettes, au nom de l'emploi, face aux exigences du « business ».

## **UNIVERS OU RÈGNE L'« ARBITRAGE »**

Comme souvent, le problème n'est pas tant la pression que la faiblesse de la résistance qu'elle rencontre. Les Etats semblent incapables d'adapter la gouvernance mondiale à la réalité d'un monde des affaires mondialisé qui a plusieurs longueurs d'avance, et peut toujours acheter quand il échoue à

convaincre : en témoigne le rôle grandissant de l'argent dans les campagnes électorales – américaines aujourd'hui, européennes, n'en doutons pas, demain.

C'est un univers où règne l'« arbitrage » – nom donné à cette capacité de s'immiscer dans les moindres interstices laissés ouverts par l'imperfection des lois et la faiblesse des hommes. Où l'on affirme tous les jours, main sur le cœur, « *ne pas faire de politique* ». Parce qu'intervenir dans une campagne électorale, jouer les Etats les uns contre les autres, ce n'est pas faire de la politique. Pas plus que le fait de priver quelques gouvernements de recettes fiscales alors qu'ils affrontent toujours les conséquences de la grande récession.

En face de ceux qui font de la politique en se défendant d'en faire, ceux qui devraient en faire ont abdicé. Les efforts de coordination internationale – en matière de régulation financière ou de coordination fiscale – font long feu.

### « NAMING AND SHAMING »

La concurrence (les uns avec les autres) est devenue un principe d'action des Etats eux-mêmes. Il y a quatre ans, les Européens sur le point de prêter 70 milliards d'euros à l'Irlande s'inclinèrent devant sa ferme volonté de maintenir son taux d'impôt sur les bénéfices au ridicule niveau de 12,5 %.

Il est naïf d'espérer que la coopération internationale permettra aux gouvernements de reprendre le dessus en limitant la capacité des grands groupes internationaux de se jouer des frontières et de choisir les lois qui les arrangent.

Que reste-t-il ? Le « *naming and shaming* » (montrer du doigt et faire honte), cher aux Anglo-Saxons, a perdu de son effet, puisque le concept même de honte a perdu de son contenu après vingt ans de laxisme financier. Tôt ou tard, poussé à bout, un gouvernement tentera d'agir par la répression ou l'interdiction. Au risque de résultats douteux, et d'un retour de bâton probable – qui n'aura, bien sûr, rien de politique.

**Pierre Briançon (éditeur Europe de Reuters Breakingviews)**

